

Impartial du 28 janvier 2016

L'échec du Transrun à effacer le 28 février

PAR ROBERT NUSSBAUM

DEBAT - Neuchâtel Mobilité 2030 présenté hier soir devant plus de 150 Chaux-de-Fonniers.

Pas de fausse note, hier soir lors du troisième et dernier débat montagnon sur «Neuchâtel Mobilité 2030» à La Chaux-de-Fonds, suivi par plus de 150 personnes. Sauf, peut-être, une intervention venue du public pour une liaison en boucle, à contre-courant du paquet constitutionnel sur lequel votera le peuple le 28 février.

Le paquet a été jugé bien ficelé, très bien même, par les autres personnes qui ont pris la parole. C'était après l'exposé conjoint des deux délégués du gouvernement de la soirée: Laurent Favre chargé du développement territorial bien sûr et Jean-Nathanaël Karakash pour l'économie. On n'y reviendra pas (lire notamment notre édition du 22 janvier après le débat loclois).

«J'adhère totalement, c'est un projet fédérateur plein de promesses», a par exemple dit le banquier retraité (et conseiller général PLR) Daniel Surdez, notant que La Chaux-de-Fonds reste aujourd'hui la seule ville suisse d'importance qui ne soit pas reliée aux lignes et routes nationales. Dans la même tonalité, le vétéran socialiste Jean-Jacques Delémont a salué un Conseil d'Etat qui prend son bâton de pèlerin: *«C'est un projet clair, précis, un beau projet. Merci»*. A ses yeux, Neuchâtel, coincé entre les deux fortes régions de Bâle et de l'Arc lémanique, et parfois du coup oublié, a absolument besoin de cette dynamique de toutes les mobilités.

C'est tout à la fin de la partie questions-réponses qu'est sortie une remarque d'apparence perfide. *«Vu le projet que vous nous présentez, n'est-ce finalement pas une chance que le Transrun ait été refusé?»*, s'est interrogé quelqu'un (que nous n'avons pas reconnu).

Léger émoi dans la salle. C'est le président du Conseil communal Théo Huguenin-Elie qui a d'abord répondu, lui qui avait ouvert la soirée en marquant l'importance particulière de Neuchâtel Mobilité 2030 pour les Montagnes neuchâteloises. A l'époque du Transrun, le maximum a été fait. Il coûtait 500 millions au canton, alors que maintenant on avance le chiffre de 110 millions, grâce aux nouveaux fonds fédéraux. *«Le Conseil d'Etat a réussi à transformer une situation extrêmement délicate en quelque chose d'encore mieux.»*

A la suite, Laurent Favre l'a joué prudent. *«On saura en 2019 si c'était un bon choix que d'avoir laissé passer le Transrun, mais ce n'est pas gagné»*, a-t-il dit. Précision du député socialiste Alexandre Houlmann: *«On avait la garantie de réaliser le Transrun, ce n'est plus le cas aujourd'hui»*.

Enfin, le coordinateur du RUN organisateur de la campagne Daniel Grassi Pirrone a enjoint l'assemblée de faire voter un tout gros oui à Mobilité 2030 le 28 février. Un moment que l'on attend historique.